

SUPPORT TERRES



**LE 9 JUIN, STOPPEZ
UNE AGRICULTURE
QUI VA DANS LE MUR.**

Les décisions politiques ont un impact direct sur notre alimentation, sur les agricultrices et agriculteurs, d'ici et d'ailleurs. Découvrez comment votre vote peut faire la différence.

**#JEVOTE
POUR UN MONDE
PLUS JUSTE**





« POUR QUI EST-CE QUE JE VAIS VOTER ?... »

Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ?
Écrivez-moi à : ghi@humundi.org

Dans quelques jours, nous devons tou.te.s aller voter. L'exercice n'est pas toujours simple de savoir à qui confier notre vote pour qu'il corresponde le mieux à nos idées et soit le plus « efficace » possible. C'est pourtant lui qui va contribuer à dessiner le cadre politique dans lequel nous vivrons ces prochaines années, notamment en matière d'agriculture, d'alimentation et de solidarité internationale.

Pour vous aider, nous avons donc décidé de consacrer ce numéro au décryptage des programmes des partis politiques et de les passer au crible de quatre thématiques centrales dans les systèmes alimentaires : l'agroécologie, le climat, le commerce international et les pesticides interdits.

Car tant au niveau fédéral qu'au niveau européen, plusieurs mesures concrètes et efficaces pourraient être mises en place pour aller vers des systèmes alimentaires plus durables : allouer à la transformation agroécologique des systèmes alimentaires au moins 50% des fonds issus de la coopération au développement et dédiés à l'agriculture et la sécurité alimentaire, permettre de façon permanente aux pays à faible revenu de constituer des stocks alimentaires publics à des fins de sécurité alimentaire ou encore augmenter de manière significative les fonds climatiques destinés à l'adaptation des agriculteurs.trices de petite surface dans les pays du Sud global.

Comment se positionnent les 6 partis politiques belges francophones par rapport à ces 4 grandes thématiques générales ? Et quelle est l'adéquation, s'il y en a une, entre nos recommandations spécifiques et les programmes électoraux élaborés pour les élections du 9 juin ? Découvrez notre analyse détaillée dans une rubrique « Grand angle » spéciale et un bulletin synthétique dans la rubrique « En un clic ».

C'est une photographie à un instant T puisque l'analyse ne prend pas en compte le bilan des actions passées et que chaque programme n'est pas non plus, à lui seul, une garantie d'action pour le futur mais elle donne une bonne idée des tendances de chaque parti. Vous aurez ainsi une idée plus précise de celui à soutenir si l'agriculture et l'alimentation durables occupent une place importante dans vos préoccupations.

Chaque vote est important.



GÉRALDINE HIGEL
Rédactrice en chef de Supporterres

SOMMAIRE

En direct	3
Une solidarité paysanne par-delà les frontières	
Au Mali, un cahier des charges commun pour la production biologique	
On prend la température	4
En Éthiopie, l'agroécologie au service de la biodiversité et de la qualité de vie	
Voix du sud	6
Agriculture de petite surface : l'injustice climatique	
En un clic	8
Qui s'engage sur quoi ?	
Grand angle	10
Le 9 juin, stoppez une agriculture qui va dans le mur	
Focus	14
Le commerce immoral de pesticides interdits	
Notre regard sur	15
Les mesures miroirs, un outil pour la transition vers des systèmes alimentaires durables, qui nécessite d'être encadré	

Humundi asbl
Rue aux Laines 4 - 1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1
www.humundi.org

Éditeur Responsable
Benoît de Waegeneer
Design Studio Treize
Cover © Humundi

Réalisé avec le soutien de





UNE SOLIDARITÉ PAYSANNE PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

Alors que de l'Irlande à la Grèce en passant par le Portugal, l'Allemagne ou encore la Lettonie, toute l'Europe était secouée par d'importantes manifestations d'agriculteurs.trices bien décidé.e.s à faire entendre leur mal-être, leur cri a trouvé un écho au-delà des mers et des océans, notamment en Afrique de l'Ouest.

« Votre combat est aussi le nôtre »

Quelques jours après le début des protestations, le ROPPA, constitué d'organisations paysannes de 13 pays de la sous-région et portant ainsi la voix de nombreux.euses agriculteurs.trices, a en effet affiché son soutien plein et entier aux agriculteurs.trices européen.ne.s.

Par le biais d'une lettre ouverte, ses membres ont rappelé leurs points communs, source de solidarité : « Nous sommes celles et ceux qui assurons partout une alimentation saine, nutritive et suffisante aux citoyen.ne.s et un approvisionnement des industries [...] Nous avons tou.te.s un attachement très fort aux terroirs et aux paysages qui nous font vivre. Nous partageons la conviction que la terre, les semences, les animaux et les eaux doivent, avec nos savoir-faire, combinés aux connaissances d'une recherche vertueuse, être préservés et protégés. »

La responsabilité est politique

Partageant leur refus du statu quo, ils ont appelé à « continuer à alerter, au Sud comme au Nord de la Méditerranée, pour faire changer véritablement la vision des décideurs politiques et les orientations stratégiques des politiques, vers un soutien qui assure véritablement des modèles durables de production, de consommation et de gestion des ressources naturelles. »

D'où qu'ils parlent, les agriculteurs.trices du monde entier n'aspirent qu'à vivre décemment et dignement de leurs métiers.

AU MALI, UN CAHIER DES CHARGES COMMUN POUR LA PRODUCTION BIOLOGIQUE

Après qu'un SPG (Système Participatif de Garantie) y a été créé en 2016 pour mieux valoriser les produits issus de l'agriculture biologique, un atelier a été organisé au Mali en juillet 2022 pour harmoniser le cahier des charges destiné à qui souhaite se lancer dans ce genre de pratiques agricoles. Et les agriculteurs.trices maliens.es sont de plus en plus nombreux.ses dans ce cas.

L'autonomie grâce à l'agroécologie

Organisé par le ministère du Développement rural et l'Association malienne pour la solidarité et le développement, cet atelier avait pour objectif de définir le cahier des charges d'une production durable qui soit applicable à l'ensemble des acteurs.trices (privé.e.s, Etats, associations etc...), facilitant ainsi son développement.

Faire le lien avec le SPG, c'était également mettre en valeur l'agroécologie : avec ses 13 principes, elle dépasse en effet le cadre des simples modes de production durable pour renforcer l'autonomie des agriculteurs.trices de manière globale.

Un cahier des charges très complet

Tout entier tourné vers l'agriculture biologique, le cahier des charges vise large, pour aider tout un chacun à se lancer et/ou être efficace. Il propose ainsi d'abord différentes définitions générales ainsi que le cadre réglementaire et institutionnel de référence. Il énumère ensuite les principes de l'agriculture biologique, liste les avantages et précise les conditions de production qui y sont associées. Il définit, enfin, les conditions d'attribution du label biologique mais également les sanctions encourues lors du non-respect du cahier des charges.





On prend la température

EN ÉTHIOPIE, L'AGROÉCOLOGIE AU SERVICE DE LA BIODIVERSITÉ ET DE LA QUALITÉ DE VIE

ACTIF DEPUIS **2016**

UN RÉSEAU PRÉSENT DANS
12 PAYS

15 ORGANISATIONS
MEMBRES EN ÉTHIOPIE

+ DE 7000
BÉNÉFICIAIRES

En Éthiopie, l'agriculture occupe une place prépondérante. L'association PELUM Éthiopie agit pour permettre aux agriculteurs.trices de se convertir à l'agroécologie et ainsi, à terme, de profiter d'un système de production durable et résilient. Dans ce pays qui fait face à des enjeux climatiques importants et à de sévères problèmes de pauvreté et de malnutrition, ce travail est essentiel.

L'agriculture en Éthiopie, un pilier à préserver

L'agriculture est le secteur le plus important de l'économie dans ce pays d'Afrique de l'Est : elle occupe et nourrit plus de 80% de la population locale. Pourtant, l'Éthiopie reste un pays très pauvre où la malnutrition est encore bien présente. C'est donc sans étonnement que, via les politiques nationales, le pays met l'accent sur le développement du secteur agricole.

Cependant, divers éléments compliquent la mise en place de ces politiques. Les conflits dans différentes régions du pays, notamment, constituent un frein au développement du secteur et le changement climatique, qui induit de grandes sécheresses dans le pays, a un impact négatif sur les productions agricoles.

Ethiopie



L'agroécologie peut aider à résoudre ces problèmes ainsi que ceux engendrés par l'agriculture industrielle car elle permet de mieux s'adapter aux changements climatiques. Elle est une solution concrète pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux qui se posent aujourd'hui aux agriculteurs.trices.

PELUM Éthiopie, un réseau dédié à l'agroécologie

PELUM Éthiopie est un réseau de plusieurs organisations, actif dans différentes régions du pays. PELUM Éthiopie est lui-même membre de l'association PELUM, un réseau d'organisations qui travaille dans 12 pays d'Afrique avec les communautés locales et les petit.e.s exploitant.e.s agricoles dans les domaines de l'agriculture durable et la gestion des ressources naturelles.

L'objectif de PELUM Éthiopie est d'intégrer les pratiques agroécologiques dans les systèmes agricoles afin d'améliorer la qualité de vie des populations locales. Une transformation des systèmes alimentaires de production permettrait en effet de nourrir la population de manière durable, tout en préservant la qualité des sols et les écosystèmes.

Formations, sensibilisation et prêt de matériel

PELUM Éthiopie renforce les capacités d'adaptation des petit.e.s exploitant.e.s agricoles en organisant notamment des formations. Celles-ci sont pratiques, c'est-à-dire réalisées sur le terrain pour montrer à la fois l'importance mais aussi l'utilisation concrète des pratiques agroécologiques. Des moments d'échanges et des visites croisées ont régulièrement lieu dans des fermes qui pratiquent déjà l'agroécologie.

Les agriculteurs.trices sont d'ailleurs encouragé.e.s à apprendre les un.e.s des autres. Pour faciliter cela, des « groupes d'apprentissage communautaires » et « de proximité » ont été créés. Ils permettent une véritable

participation des populations locales à la recherche, à la collecte d'informations et au partage d'expériences. PELUM Éthiopie contribue également à améliorer les pratiques de l'agriculture biologique et de l'agroforesterie en identifiant les bonnes pratiques et en les partageant à ses membres.

« ON NE PÊCHE JAMAIS UN POISSON SEUL DANS LES PRATIQUES AGRO-ÉCOLOGIQUES »

L'association réalise également des programmes de sensibilisation et elle produit des outils pédagogiques sur les pratiques et innovations agroécologiques. Les agriculteurs.trices faisant partie de ses organisations membres ont donc accès à des manuels, des brochures et des vidéos sur le sujet. Ainsi, ils.elles peuvent par exemple s'informer au travers de vidéos expliquant la création de compost ou via un manuel technique sur les engrais naturels.

Enfin, l'association fournit également du matériel à ses membres et facilite aussi le partage de matériel entre les membres du réseau, grâce à un système de base de données.

Et au niveau politique ?

PELUM Éthiopie fait face à un manque de financement adéquat pour mettre en œuvre davantage d'activités. Ce manque de budget s'accompagne d'un manque de politiques institutionnelles et d'une présence importante de lobbies défendant les multinationales agro-industrielles.

L'association fait du plaidoyer, en collaboration avec d'autres ONG, afin d'intensifier la mise en place de politiques visant à développer la pratique de l'agroécologie en Éthiopie. Cela passe entre autres par des campagnes de sensibilisation et par des ateliers et conférences à destination des décideurs politiques, en matière d'agroécologie.

Si les actions de PELUM Éthiopie sur le terrain portent leurs fruits, il faut que les politiques suivent pour pouvoir aller encore plus loin. Le travail n'est jamais fini. Aux décideurs politiques de faire les bons choix pour garantir un système agricole résilient et durable.

OPHÉLIE MICHELET
Volontaire



© Olivier Papegnies



AGRICULTURE DE PETITE SURFACE : L'INJUSTICE CLIMATIQUE



AMADOU DIARRA

PRODUCTEUR DE MAÏS, DE SORGHO, DE MIL, DE RIZ PLUVIAL ET DE SEMENCES, PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ACHAT DE CÉRÉALES ET ANIMATEUR EN SENSIBILISATION. MALI.

Que savez-vous et que percevez-vous du changement climatique ?

On se rend compte aujourd'hui qu'il y a un changement et on en ressent les effets. Aujourd'hui, il y a moins d'arbres et d'arbustes qu'avant. Auparavant, la saison des pluies s'étalait de mai à octobre ; maintenant il ne pleut qu'à partir de mi-juin ou début juillet. Nous avons aussi des problèmes de fertilité et d'érosion qui sont plus fréquents.

Est-ce que ces changements ont eu un impact sur vos pratiques en tant qu'agriculteur ?

J'ai pu suivre des formations de différents partenaires ce qui m'a permis de comprendre toutes les techniques pour adapter mes pratiques agricoles.

Concrètement, comme la quantité d'eau n'est plus suffisante pour permettre aux plantes ayant un cycle de 120 jours de se développer correctement, nous utilisons désormais des semences précoces, qui correspondent

aux nouvelles périodes raccourcies de la saison des pluies.

Nous faisons également attention à la maîtrise du calendrier agricole ainsi qu'à la répartition de compost sur nos terres. Des cordons pierreux ainsi que des courbes de niveaux ont également été mis en place. Nous utilisons, entre autres, la plante Gliricidia pour le reboisement et la stabilité des sols.

Quel est votre rôle en tant qu'animateur ?

Je suis en train d'apprendre et d'aider d'autres producteurs pour les initier à ces pratiques. J'anime également des débats à la radio au sujet des semences améliorées. Je souhaite que grâce à tout cela, les producteurs changent de comportements et de pratiques rapidement.



Si les effets des changements climatiques se font ressentir différemment, ils sont concrets et visibles partout. Et les agriculteurs.trices de petite surface sont particulièrement touché.e.s alors qu'ils.elles ont contribué et contribuent si peu aux émissions de gaz à effet de serre.



BENOÎT BERNARD
AGRICULTEUR À WANZE EN GRANDES CULTURES
ET ÉLEVEUR DE BŒUFS ANGUS. BELGIQUE.

Ressentez-vous les impacts du changement climatique au niveau de votre exploitation agricole ?

On ressent très fort les impacts du dérèglement climatique car il y a de plus en plus de périodes de sécheresse. Je pense que les quatre saisons sont de moins en moins marquées et que nous allons progressivement vers deux saisons, la saison sèche et la saison des pluies.

Quelles pratiques avez-vous mises en place pour faire face à ces changements ?

Cela fait plus de vingt ans que je ne laboure plus et que je fais attention au taux d'humus dans le sol, ce qui favorise le stockage de l'eau. Mon bétail n'est nourri qu'à l'herbe pour l'entretien des prairies et il est à l'air libre toute l'année. Nous avons également installé 4 hectares de cultures destinés à nourrir les animaux en hiver. Je replante également des arbres, haies et couverts végétaux pour éviter que le sol soit à nu et ne se dessèche.

Quelles sont vos aspirations pour le futur ?

Aujourd'hui, je suis tributaire d'industriels et je peine à vivre. Dans le système actuel, il y a des choses qui ne sont pas justes. Pour sortir de ce système il faut le comprendre, le vivre et être novateur, chercher des solutions. Le but, c'est de produire de manière plus propre et d'aller vers toujours plus de qualité du point de vue des sols et des humains. On rencontre beaucoup d'obstacles mais des choses se mettent en place, c'est quand même très positif.

Nous devrions aussi favoriser les échanges humains et faire en sorte que plus de personnes travaillent dans les champs. Je pense que l'avenir de l'humain va repasser par la terre.



En 1 clic

QUI S'ENGAGE SUR QUOI ?

EN UN COUP D'ŒIL, DÉCOUVREZ LA POSITION DES SIX PARTIS FRANCOPHONES SUR NOS QUATRE GRANDES THÉMATIQUES : L'AGROÉCOLOGIE, LE COMMERCE, LES PESTICIDES ET LE CLIMAT.

AGROÉCOLOGIE

- Allouer au moins **50% des fonds de la solidarité internationale** agricole à la transition agroécologique.
- Développer des stratégies belges et européennes de **transformation des systèmes alimentaires basées sur l'agroécologie** et les financer massivement.

DÉFI



ECOLO



LES ENGAGÉS



MR



PS



PTB



- Réguler le commerce agricole mondial via une **réforme de l'accord de l'OMC sur l'agriculture**.
- **Stopper l'accord UE-Mercosur** et ne signer des accords commerciaux que s'ils reconnaissent la spécificité de l'agriculture et de l'alimentation, avec des conditions de commerce assorties, et qu'ils rendent les **normes sociales et environnementales juridiquement contraignantes**.
- Adopter des **mesures miroirs**.

COMMERCE

DÉFI



ECOLO



LES ENGAGÉS



MR



PS



PTB



Cette analyse et ce bulletin reposent sur l'analyse de l'adéquation entre les recommandations d'Humundi et les programmes électoraux des partis politiques pour les élections de 2024.

Elle ne prend pas en compte le bilan des actions passées. Le programme n'est pas non plus, à lui seul, une garantie d'action pour le futur.

PESTICIDES INTERDITS



- Mettre fin à la fabrication, l'entreposage et l'envoi à l'étranger des pesticides interdits en Europe.
- Pousser pour une **interdiction globale** de ces substances nocives **au niveau international**.
- **Soutenir l'agroécologie** plutôt que l'utilisation de pesticides de synthèse.

DÉFI



ECOLO



LES ENGAGÉS



MR



PS



PTB



- Augmenter le **financement climatique international** destiné à l'**adaptation des agricultures de petite surface** et favoriser, via ces fonds, les approches agroécologiques.
- Donner **une plus grande voix aux agriculteurs.trices** dans les négociations climatiques internationales.
- S'engager vers l'**abandon des énergies fossiles** dans les systèmes alimentaires et dans l'ensemble des secteurs.

DÉFI



ECOLO



LES ENGAGÉS



MR



PS



PTB



**LE 9 JUIN, STOPPEZ
UNE AGRICULTURE
QUI VA DANS LE MUR.**

DÉCRYPTAGE DES PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES

Les élections approchent et chaque vote va compter pour réorienter nos systèmes alimentaires, du champ à l'assiette. Car les défis sont colossaux : 3 milliards de personnes n'ont aujourd'hui pas accès à une alimentation saine, 735 millions souffrent de faim chronique, les sols et la biodiversité sont en danger, sans compter les conditions de vie précaires pour les agriculteurs et les agricultrices. Le tout est exacerbé par le changement climatique.

Les efforts individuels sont loin d'être suffisants. Un engagement fort de la part de nos politiques et la ferme volonté de faire bouger les choses sont nécessaires ! C'est pourquoi le moment du vote est crucial. Il a des conséquences sur l'agriculture et l'alimentation européenne mais également sur les systèmes alimentaires du reste du monde. Le moment du vote doit montrer notre volonté de transformer radicalement les systèmes alimentaires.

D'autant plus que l'alimentation est un levier puissant pour transformer notre monde.

Avec les élections imminentes, Humundi appelle à une transformation des systèmes alimentaires, à travers 4 priorités :

- Financer l'agroécologie
- Réguler le commerce agricole mondial
- Stopper les pesticides interdits
- Renforcer l'agriculture à petite échelle face au changement climatique



Financer l'agroécologie

Il est vital de repenser nos modes de production et de consommation. L'agroécologie se présente comme une solution complète, intégrant le respect de la biodiversité, l'équité sociale et la viabilité économique. Elle propose de remettre en question nos pratiques actuelles pour établir un système alimentaire plus résilient et juste.

Malgré les nombreux avantages et la légitimité scientifique et politique de plus en plus forte de l'agroécologie, le passage de la parole aux actes politiques reste lent et marginal. Les initiatives de soutien politique existantes sont souvent trop limitées pour entraîner un véritable changement de paradigme.

C'est pourquoi nous demandons :

- > D'allouer au moins 50% des fonds de la solidarité internationale agricole à la transition agroécologique.
- > De développer des stratégies de transformation des systèmes alimentaires basées sur l'agroécologie au niveau belge et européen et de les financer massivement.

Comment les partis intègrent-ils cette priorité ?

Le spectre est assez large. D'un côté, certains partis veulent soutenir tous les modèles agricoles et ont très peu d'ambition de transformation des systèmes alimentaires (Défi, MR). D'autres partis intègrent quasiment toutes nos recommandations et développent un ensemble très conséquent de propositions pour accompagner et soutenir la transition agroécologique (Ecolo, PS).

Réguler le commerce international

La concurrence souvent déloyale posée par les accords de libre-échange met en péril nos agriculteurs et agricultrices. Ce problème n'est pas seulement européen : nos exportations agricoles mettent également sous pression les producteurs et productrices des pays tiers.

Il est crucial de repenser la place de l'alimentation dans les règles commerciales internationales pour garantir un accès juste à une nourriture de qualité, protéger nos paysages et promouvoir une agriculture durable.

C'est pourquoi nous demandons :

- > Une régulation du commerce agricole mondial via une réforme de l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'agriculture.
- > De stopper l'accord UE-Mercosur en l'état actuel et de ne signer des accords commerciaux qu'à la condition qu'ils reconnaissent la spécificité de l'agriculture et de l'alimentation, avec des conditions de commerce assorties, et qu'ils rendent les normes sociales et environnementales juridiquement contraignantes.
- > D'adopter des mesures miroirs qui empêchent des produits importés ne répondant pas aux mêmes normes de pénétrer sur le marché européen et de permettre aux autres régions du monde d'en faire autant.

Comment les partis intègrent-ils cette priorité ?

La façon dont la question du commerce international agricole est traitée par les différents partis a évolué ces dernières années et nous ne retrouvons plus un seul parti pour défendre le libre-échange total des denrées agricoles. Même les plus réfractaires à la régulation du commerce mentionnent aujourd'hui la nécessité de protéger notre agriculture et d'instaurer des clauses miroirs dans les accords de libre-échange (Défi, MR). Ce qui n'empêche pas d'énormes différences entre les partis dans la façon dont nos priorités sont intégrées.



Stopper les pesticides interdits

L'Europe, tout en interdisant l'utilisation de certains pesticides pour ses propres citoyens, n'hésite pas à les produire et les exporter pour un usage dans d'autres pays. Les pesticides de synthèse, et spécialement ceux interdits en Europe mais encore exportés, exposent des millions de personnes à des risques élevés pour leur santé et l'environnement.

Après une campagne de 18 mois, Humundi et la coalition belge stop-pesticides.be ont fait adopter un arrêté royal mettant désormais fin à la vente, depuis la Belgique, de certaines substances actives, qui malgré leur interdiction d'utilisation en Europe, étaient toujours exportées depuis notre royaume. Cette mesure constitue une avancée importante. Toutefois, pour un impact plus large, il est essentiel que toute l'Union européenne adopte une position similaire.

C'est pourquoi nous demandons :

- > Aux décideurs et décideuses de l'Union européenne de mettre fin à la fabrication, l'entreposage, et l'envoi à l'étranger des pesticides interdits en Europe.
- > De pousser pour une interdiction globale de ces substances nocives au niveau international.
- > De soutenir l'agroécologie plutôt que l'utilisation de pesticides de synthèse.

Comment les partis intègrent-ils cette priorité ?

La question des pesticides est, elle aussi, mentionnée de manière très variée. Il est important de souligner que 3 partis sur 6 (Les Engagés, PS, PTB) mentionnent explicitement la nécessité d'avoir une réglementation européenne qui interdise l'exportation de pesticides interdits. Il y a également la moitié des partis (Ecolo, Les Engagés, PS) qui développent une série de propositions et d'objectifs ambitieux pour diminuer voire interdire les pesticides dangereux et pour diminuer fortement l'usage de pesticides de synthèse de manière générale.

2

3



4

Financer l'agriculture à petite échelle face au changement climatique

Notre assiette a un impact sur la planète plus important qu'on ne le pense. L'agriculture et les systèmes alimentaires sont responsables d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme. Mais voilà, l'agriculture est aussi incroyablement touchée par le changement climatique lui-même. Des températures fluctuantes aux événements extrêmes, le climat changeant menace les récoltes et les moyens de subsistance des agriculteurs et agricultrices de petites surfaces, qui n'ont pas de filet de sécurité pour se protéger.

Plus de 80% des agriculteurs.trices dans le monde sont des agriculteurs.trices sur petite surface, la plupart se situe en Asie, Afrique et Amérique latine. Ces personnes sont en première ligne des conséquences du réchauffement climatique. Pourtant, ces paysan·ne·s et les pays où ils constituent une part importante de la population active sont de très faibles contributeurs aux émissions de gaz à effet de serre, historiques et en cours. C'est un paradoxe injuste. Les financements actuels pour les aider à s'adapter à ces défis sont bien trop maigres et peinent à les atteindre.

C'est pourquoi nous demandons :

- > D'augmenter le financement climatique international destiné à l'adaptation des agricultures de petite surface et de favoriser, via ces fonds, les approches agroécologiques, qui augmentent la résilience des agricultures.
- > De donner une plus grande voix aux agriculteurs et agricultrices dans les négociations climatiques internationales, qui les concernent.
- > De s'engager vers l'abandon des énergies fossiles dans les systèmes alimentaires et dans l'ensemble des secteurs.

Comment les partis intègrent-ils cette priorité ?

La thématique du changement climatique a une place dans l'ensemble des programmes des partis.

4 partis sur 6 reconnaissent que les pays à faible revenu sont touchés de manière disproportionnée malgré leur responsabilité limitée (Ecolo, Les Engagés, PS, PTB) et reconnaissent la nécessité de les soutenir. Un seul parti porte une attention particulière à la question de l'adaptation des agricultures à petite échelle (Ecolo).

Un seul parti mentionne l'importance d'assurer une représentation équitable des peuples du Nord et du Sud dans la gouvernance environnementale internationale (PTB).

Quant à la question de la sortie des énergies fossiles, 4 partis l'abordent, avec des degrés d'investissement très différents (Ecolo, Les Engagés, PS, PTB).



FRANÇOIS GRENADE
Responsable plaidoyer





LE COMMERCE IMMORAL DE PESTICIDES INTERDITS



Alors que la vente de pesticides a explosé ces dernières décennies, avec 60% de ventes en plus entre 1990 et 2020, c'est particulièrement le cas dans les pays du Sud global qui enregistrent la plus forte hausse. Or, les pesticides sont responsables chaque année de 11 000 décès dont l'écrasante majorité a lieu dans ces pays dont les capacités de contrôle et d'accompagnement sont plus limitées. La responsabilité de l'Europe en la matière doit cesser.

L'exportation de pesticides interdits par l'Union Européenne

Parmi ces pesticides, certains sont considérés comme suffisamment dangereux pour la santé et/ou l'environnement pour être interdits d'usage sur le sol européen. Pourtant, en 2018, plus de 81 000 tonnes de pesticides interdits sur notre territoire ont été exportées par l'Union Européenne vers 85 pays dont un certain nombre sont à revenu faible ou intermédiaire. Et, ils ont, là-bas, les mêmes conséquences sur la santé des agriculteurs.trices et des travailleurs.euses agricoles et sur l'effondrement de la biodiversité.

En outre, par un effet boomerang, ces pesticides interdits, une fois utilisés dans les cultures de soja, de thé ou de tomates d'Amérique latine, reviennent chez nous, en Europe, sous forme de résidus alimentaires dans les produits importés. Ainsi, sur 5800 échantillons alimentaires analysés, le carbendazime, un pesticide proscrit dans l'UE depuis 2009 en raison de sa forte toxicité pour les humains et de ses graves dangers pour la vie aquatique, a été détecté dans plus de 1600 d'entre eux.

Une victoire en Belgique

Dans ce commerce toxique, la Belgique occupait un rôle important en tant que principal exportateur européen de néonicotinoïdes interdits, des pesticides hautement nocifs pour les abeilles et la biodiversité. Ces produits étaient fabriqués à Seneffe, en Wallonie, par Syngenta. En 2020, la Belgique a ainsi produit et exporté plus de 4 000 tonnes de pesticides interdits vers les pays du Sud.

Mais grâce à la mobilisation de la société civile et à l'engagement de décideurs.euses politiques, le 23 juin dernier, la Belgique a voté l'arrêt des exportations de pesticides dangereux et interdits au sein de l'Union européenne. S'il faudra encore plusieurs mois avant l'application concrète de cette mesure, peu nombreux sont les pays européens qui se sont officiellement prononcés contre ce commerce toxique. La victoire est donc à célébrer.

Mais c'est à l'Union européenne, désormais, de faire le pas supplémentaire et essentiel de suivre le même chemin, pour qu'il s'impose à l'ensemble de ses membres.

FIONA STEYAERT
Stagiaire





LES MESURES MIROIRS, UN OUTIL POUR LA TRANSITION VERS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES, QUI NÉCESSITE D'ÊTRE ENCADRÉ



Les récentes mobilisations du monde agricole en Europe ont mis en avant la question des mesures miroirs. En effet, le différentiel de normes entre produits européens et produits importés sur le marché européen est au cœur des revendications des agriculteur-trice-s. Mais que sont exactement les mesures miroirs ? En quoi peuvent-elles contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires durables ? Quelles sont leurs limites et comment les pallier ?

Les mesures miroirs sont des dispositions intégrées à la législation européenne qui conditionnent l'accès au marché de l'UE au respect de certaines normes de production européennes en matière sociale, environnementale ou encore de bien-être animal. Les produits importés sur le marché européen, peu importe leur origine, se retrouvent donc soumis aux mêmes règles que ceux produits dans l'UE. L'interdiction de l'accès au marché de l'UE de produits animaux traités avec des hormones de croissance ou le récent règlement européen sur la déforestation importée sont deux exemples de mesures miroirs.

Les mesures miroirs représentent un moyen d'agir dans les pays producteurs sur les impacts des produits importés dans l'UE. Elles peuvent être un vrai levier de transformation des modes de production et permettre ainsi une meilleure protection de la santé et de l'environnement dans les pays tiers. Ces mesures permettent également de se conformer à des engagements multilatéraux (tel que l'accord de Paris) et favorisent l'adoption de normes internationales plus contraignantes. C'est également une manière d'assurer plus de cohérence dans la politique commerciale

européenne en réinterrogeant l'impact de nos exportations dans les pays tiers. En effet, les mesures miroirs ne peuvent être justifiées tant que l'UE exporte, par exemple, des pesticides interdits sur son territoire.

Cependant, bien que les mesures miroirs semblent être un levier important pour une transition vers des systèmes alimentaires durables, elles doivent être encadrées et accompagnées d'un ensemble de mesures de régulation du commerce agricole. En effet, seules, les mesures miroirs peuvent potentiellement exclure les petits producteur-trice-s des pays du Sud global du marché de l'UE : ils et elles ont rarement les moyens techniques et financiers pour répondre aux nouvelles exigences européennes. Ceci est particulièrement vrai pour les producteur-trice-s de cacao et de café, fortement impacté-e-s par le règlement sur la déforestation importée.

Différentes mesures sont donc nécessaires pour soutenir les paysan-nes du Sud global dans leur transition, telles que des mesures de régulation des volumes de production, de mise sur le marché ou de régulation des prix. Ces dernières pourraient permettre de mieux répartir la valeur au sein de la chaîne de valeur et d'assurer une juste rémunération des agriculteur-trice-s.

MARION NEURAY
Stagiaire



ENVIE D'ALLER PLUS LOIN ?

Trois pistes à suivre

LE 9 JUIN, STOPPEZ UNE AGRICULTURE QUI VA DANS LE MUR.



NOS RECOMMANDATIONS



UNE ANALYSE DÉTAILLÉE
DES PROGRAMMES DES PARTIS



DES VIDÉOS

**#JE VOTE
POUR UN MONDE
PLUS JUSTE**

